

LA REVOLUTION COMMUNISTE REVIVRA!

de la « coexistence pacifique » ne permettent même pas d'obtenir les objectifs minimum du mouvement de la paix. « Les participants à la conférence déclarent appuyer les efforts de tous les Etats, partis, organisations et personnalités qui interviennent pour la paix, contre la guerre, pour la coexistence pacifique, pour la création d'un système de sécurité collective en Europe et en Asie, pour la réduction des armements, pour l'interdiction de l'emploi et des essais de l'arme nucléaire ». Dans le passé, les Partis communistes n'ont jamais marchandé ce genre d'appui. Avec quels brillants résultats!

La voie reste libre pour une véritable lutte contre la guerre. Les hommes de bonne volonté auxquels s'adresse le manifeste des soixante-cinq partis communistes existent: ce sont ceux qui ont la volonté de ne pas se payer de mots. *Des conférences pour la paix? Oui, mais réalisant le front unique des organisations représentatives des masses travailleuses. Un programme contre la guerre? Oui, mais un programme qui sache indiquer où l'impérialisme prépare la guerre et par quelles méthodes de luttes générales le peuple travailleur peut frapper à la base les capitalistes. L'interdiction des armes thermo-nucléaires? Oui, mais, sans les larmes des pasteurs progressistes, par une action d'ensemble des masses opprimées, cherchant à imposer leur contrôle sur l'économie d'armements.*

GUERRE ET REVOLUTION

Pareille lutte entraîne nécessairement, à plus ou moins longue échéance, un affrontement entre les classes pour le pouvoir d'Etat. Rien n'est plus normal à une époque où la guerre est devenue la principale arme que pourra employer le capitalisme pour stopper la progression des luttes révolutionnaires. Une détérioration de la situation actuelle dans un secteur névralgique, peut amener une riposte des forces impérialistes, avec tous les risques de conflit que cela implique. Une lutte de masse contre la guerre prépare les travailleurs à une telle éventualité.

Toute campagne pour la « coexistence pacifique », considé-

rée en elle-même, sans référence aux rapports réels entre les classes, désarme la classe ouvrière. Le programme contre la guerre que proposent les trotskystes est une arme contre tous ceux qui limitent le champ d'action du prolétariat. Quelles que soient ses possibilités d'application immédiates, il met à nu, en exposant la véritable issue, les mystifications que masquent mal les discours sur la paix universelle.

On peut, en effet, remarquer que, dans la déclaration de Moscou, l'enchaînement se fait automatiquement entre la défense de la paix et la lutte pour le socialisme par la voie parlementaire. Si le maintien de la coexistence est essentiel, s'il justifie l'alliance avec les pires réactionnaires, du moment qu'ils renâclent devant l'intégration européenne, il faut être logique et se placer sur le terrain d'élection de ces alliés éventuels: le Parlement. C'est ainsi que la jonction est faite avec les thèses révisionnistes du XX^e Congrès. Et l'on entre là dans un domaine où la politique des Partis communistes est en contradiction flagrante avec la volonté des militants, les plus intégrés au mouvement ouvrier.

LES PARLEMENTS SERONT-ILS SOCIALISTES?

« ...La classe ouvrière est à même... de conquérir une solide majorité parlementaire et de faire du Parlement, instrument au service des classes bourgeoises, l'instrument du peuple travailleur ». L'affirmation est nette et pourrait suffire. Quiconque vise une majorité parlementaire soumet tous les combats qu'il entreprend aux nécessités de la constitution de cette majorité. L'exemple dans ce domaine est donné par les démocrates bourgeois qui, même lorsqu'ils s'adressent directement au pays, ne cherchent qu'à influencer sur les décisions des Assemblées législatives. Un parti ouvrier qui veut faire de même doit expliquer aux travailleurs que le but de leurs luttes est la victoire électorale; il doit aussi se ménager des alliés dans le Parlement et, pour ne pas les gêner, amoindrir son programme jusqu'au strict nécessaire. C'est, somme toute, ce qu'a fait depuis longtemps le Parti communiste français. Il a voté, le 12 mars 1956, les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour pouvoir se faufiler dans la majorité de Front Républicain. L'acceptation des phrases générales sur l'utilisation du Parlement ne peut mener qu'à de nouveaux 12 mars.

Cela ne transparait peut-être pas nettement du texte de la déclaration où plusieurs phrases, inextricablement mêlées, proclament la nécessité d'une « lutte extra-parlementaire », d'une orientation « repoussant résolument les éléments opportunistes incapables de renoncer à la politique de conciliation avec les capitalistes », etc. Laissons un peu les phrases et voyons la réalité en face. Le propre d'un Parti communiste est de définir une ligne d'action, assimilable par la classe ouvrière. Il est ainsi amené à formuler l'hypothèse la plus probable, en expliquant les raisons de son choix. Rien de pareil ici; chaque phrase peut être interprétée au gré de chaque militant. Et ce qui subsiste, c'est la répudiation de ce qui était jusqu'ici une des bases de la politique communiste: la caractérisation du Parlement comme organe bourgeois, la nécessité de briser ce rouage de l'appareil d'Etat au même titre que les autres sous les coups de la classe ouvrière, rassemblée dans ses propres organismes de lutte. C'était la règle générale, qui pouvait connaître mille applications concrètes. Elle semble avoir maintenant perdu sa valeur pour les sages de Moscou; leur omission est un argument de poids en faveur des thèses les plus opportunistes sur le Parlement.

VIOLENCE ET GUERRE CIVILE

« Mais, si les classes exploiteuses recourent à la violence contre le peuple, il faut envisager une autre perspective: le passage au socialisme par des moyens non pacifiques ». Tout est donc prévu dans les plans des dirigeants communistes, même la guerre civile! Il est donc possible que les voies parlementaires soient semées d'embûches? Où, quand, à quelles conditions, la bourgeoisie recourra-t-elle à la violence? Et surtout, comment se préparer à une telle éventualité?

La guerre civile est un moment de la lutte du prolétariat pour le pouvoir. Quand la lutte des masses est arrivée à son point de développement maximum, quand elle piétine devant les portes du pouvoir, le parti ouvrier organise,

comme une opération militaire, l'offensive contre les derniers bastions de résistance bourgeoise. Quand le prolétariat a pris le contrôle du gouvernement, il doit étouffer toutes les formes de contre-révolution. C'est cela la guerre civile; c'est l'étape d'extrême mobilisation de la classe ouvrière, l'heure où l'issue de la situation dépend de la capacité des travailleurs à agir vite, avec l'organisation la plus cohérente possible. On peut expliquer que nous ne sommes plus au temps des barricades, que l'héroïsme des gardes rouges est du domaine de l'histoire ou que la lutte de partisans ne se conçoit que dans les pays sous-développés. Il n'en restera pas moins que, sous des formes à déterminer très soigneusement, les travailleurs de tous les pays doivent être prêts, politiquement et techniquement, à l'emploi de la violence collective. Et les seules discussions valables sont celles qui permettent de préciser les données de ce problème dans chaque nation.

Laisser à la bourgeoisie l'initiative de la violence, sans se préparer sérieusement à une telle éventualité, c'est purement et simplement préparer la défaite d'une classe ouvrière désarmée.

SUR TOUS LES FRONTS

La déclaration de Moscou ne répond guère aux préoccupations des militants désireux de définir les voies de passage au socialisme. La chose n'est guère surprenante si l'on veut bien comprendre que ce n'est pas à eux que s'adressaient les leaders communistes. Tout le problème de la lutte révolutionnaire est réduit à un choix entre les méthodes pacifiques et la violence; et il est expressément indiqué que seule la résistance de la bourgeoisie déterminera l'emploi de moyens violents. La résolution est à la fois une menace contre les Etats capitalistes qui useront de méthodes extra-parlementaires, et une promesse de l'aide des Partis communistes à tous ceux qui voudront accepter une politique de « paix, d'indépendance nationale et de progrès social ». La perspective ouverte au mouvement communiste est celle d'une recherche acharnée de larges Fronts ou alliances. Ces Fronts — qu'on les baptise populaires, nationaux, démocratiques ou républicains — feront des accords avec des partis bourgeois ou petits bourgeois, l'aboutissement normal des luttes ouvrières. Celles-ci, comme en 36, comme en 44, devront rester dans les limites acceptables par les compagnons de Front — ce qui les vouera à l'échec. Et tout cela pour maintenir la coexistence pacifique, telle que la conçoit la diplomatie soviétique, à l'époque où dans le monde entier s'affrontent décisivement le capitalisme et la révolution.

Pour tous les militants d'avant-garde qui veulent sortir de l'impasse, il n'est qu'une solution: *rejeter la politique de « la coexistence pacifique » au profit d'une politique de lutte de masse contre la guerre; rejeter les fausses opportunistes sur les voies parlementaires vers le socialisme, au profit d'une politique de classe.*

Cela signifie, en premier lieu, opposer à tous les compromis véreux des directions une ligne qui découle directement des intérêts ouvriers. Cela implique également l'élaboration d'un programme de revendications qui assure la liaison entre les luttes immédiates des masses anti-capitalistes et les combats à venir pour l'instauration du socialisme. C'est sur cette base que peuvent être envisagées toutes les formes d'alliance avec la paysannerie et les classes moyennes. C'est la seule méthode correcte pour définir les voies de passage au socialisme.

BARRAGE A LA « DESTALINISATION »

Il faut bien comprendre que la réaffirmation des thèmes politiques du XX^e Congrès, eux-mêmes empruntés, pour l'essentiel, à la pratique passée du stalinisme ne signifie rien d'autre qu'un coup d'arrêt de la « destalinisation ».

Tous les passages concernant les pays de l'Est européen sont parfaitement clairs. La fidélité inconditionnelle à l'Union Soviétique n'est plus le critère affirmé de l'Union Soviétique; un paragraphe est consacré à l'égalité entre les pays socialistes. Ces nouveautés sont le produit des luttes qui se sont déroulées depuis plusieurs années dans les pays de « démocratie populaire », en U.R.S.S., en Chine. Mais on y retrouve les phrases de Jdanov sur la division du monde en deux blocs. « A notre époque, l'évolution du monde est déterminée par la compétition de deux systèmes sociaux opposés et ses résultats. » Cette division en bloc est une approximation commode de la réalité internationale actuelle; elle exprime la solidarité de fait qui existe entre les mouvements révolutionnaires de tous les pays et les Etats non-capitalistes de l'Est. On ne peut en déduire directement aucun impératif pour les divers partis ouvriers du monde. La solidarité avec le « camp socialiste » ne peut s'exprimer que dans le cadre de la lutte anti-impérialiste, menée jusqu'à son terme dans chaque pays. A notre époque, l'évo-

(Suite page 8.)

Vient de paraître:

LES BOLCHEVIKS contre STALINE

(La lutte des compagnons de Lenine
contre le stalinisme naissant en URSS)

Ce livre contient trois documents inroutables à présent:

Cours Nouveau (Léon Trotsky, 1923)

La Plateforme de l'Opposition de Gauche (Trotsky-Zinoviev, 1927)

Les « dangers professionnels » du pouvoir (Ch. Rakovsky, 1928)

Le volume: 400 frs

En vente à « Quatrième Internationale »

CCP P. Frank, 12648-46 Paris

64, Rue Richelieu